6 PAGES 5 CENTIMES

L'Egalité
DE ROUBAIX TOURCOING

Fondé en 1893 — Fondé en 1893

Téléphones { à LILLE N° 1.02 — à ROUBAIX N° 3.28 — à LENS N° 1.02

ABONNEMENTS — Trois Mois / Six Mois / Un An
Nord et Départements limitrophes . . . . . 4 fr. 50 — 9 fr. — 18 fr.
Autres départements. . . . . 5 fr. 50 — 11 fr. — 22 fr.
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les bureaux de poste

Le Numéro 5 Centimes

PUBLICITÉ
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal et dans toutes les Agences de France et de l'Etranger

Mercredi 31 Mai 1905

LE DÉSASTRE NAVAL RUSSE. — BRUIT DE LA MORT DE RODJESTVENSKY

L'arrivée du Roi d'Espagne à Paris

La Journée d'Hier

De nouveaux renseignements précisent l'étendue du désastre russe dans le détroit de Corée. — Une dépêche officielle japonaise annonce que le navire-amiral russe est coulé et que Rodjestvensky a péri. — Quelques-uns des navires échappés au désastre se sont réfugiés à Shanghaï — A Pétersbourg, la censure empêche la publication de la terrible défaite, mais néanmoins la vérité commence à transpirer dans le public. — La flotte russe est considérée, dans les milieux officiels russes, comme totalement perdue.

—o—

Le roi d'Espagne est arrivé à Paris dans l'après-midi. — Il a été reçu, à la gare, par le président de la République, entouré des membres du gouvernement. — Conduit en cortège au Ministère des Affaires étrangères, le roi a ensuite rendu visite à M. Loubet à l'Elysée. — Sur tout le parcours, la foule a vivement acclamé le roi d'Espagne. — Aucun incident ne s'est produit.

—o—

En Russie, le mouvement gréviste a repris une grande extension.

—o—

A Nœux-les-Mines, un inconnu a été trouvé assassiné dans un champ.

LES OUVRIERS ANGLAIS

On sait quelle lutte acharnée a été menée depuis cinq ans par la Chambre des Lords, — en tant que cour suprême du Royaume-Uni — contre les organisations ouvrières.

C'est ainsi que le célèbre jugement dans l'affaire de la grève de la Vallée de la Taff enleva aux Trade-Unions le statut dont elles avaient joui depuis un quart de siècle et, par une jurisprudence toute nouvelle, les rendit civilement responsables d'actes tels que le « picketing » ou surveillance des abords de l'usine en temps de grève, que d'ailleurs on avait jusque-là, considérés comme licites.

Le puissant mouvement qui s'est dessiné depuis, dans toute la classe ouvrière britannique, a entraîné ces grandes organisations ouvrières à pratiquer une action politique de classe et a déterminé le vote à deux reprises, d'un nouveau texte de loi protégeant les droits des Trade-Unions et dont la discussion viendra bientôt en troisième lecture.

Cependant, les pairs légistes de la Chambre des Lords continuent leur lutte contre les Trade-Unions ainsi que le montre un nouveau jugement rendu vendredi dernier.

Les mineurs du pays de Galles travaillent sur un contrat mensuel.

En 1900, la position du marché du charbon montra que la surproduction menaçait de faire baisser les prix.

En prévision de cette occurrence, le comité exécutif de la fédération des mineurs du sud du pays de Galles enjoignit à ses adhérents de chômer un jour : 9 novembre 1900.

Ce même jour, une conférence générale autorisa le comité exécutif à déclarer un jour de chômage chaque fois qu'il le jugerait opportun. Les 25, 26, 30 octobre 1901, le 6 novembre de la même année, les mineurs chômèrent sur l'ordre du Comité exécutif.

Les propriétaires des mines attaquèrent la fédération, demandant un million cinq cent mille francs de dommages-intérêts.

Le tribunal de Cardiff donna, en juillet 1902, raison à la fédération, disant que son action avait été dictée par un désir sincère d'être utile aux employeurs. sir sincère d'être utile aux ouvriers sans vouloir porter préjudice aux employeurs.

La Cour d'appel infirma ce jugement.

Les mineurs en appelèrent alors à la Chambre des Lords, tribunal suprême, mais la décision de la Cour d'appel s'est trouvée confirmée, le lord chancelier soutenant que faire rompre un contrat à un certain nombre de travailleurs est illégal quelle que soit l'intention.

Ce jugement de la Chambre des Lords s'ajoutant à la jurisprudence inaugurée par celui des chemins de fer de la vallée de Taff, restreint de façon très sérieuse et même grave la liberté d'action du comité exécutif des Trade-Unions, en cas de grève, chômage et conflits de travail.

La Chambre des Lords a pris le même jour une autre décision non moins importante à l'égard des Trade-Unions.

A la suite de la grève des charbonnages du Denaby, un mineur, nommé Howden avait attaqué l'association des mineurs du Yorkshire pour l'emploi qu'il jugeait abusif des fonds de l'association pour continuer la grève. Howden gagna son procès.

L'association fit appel devant les Lords qui viennent de la débouter, le Lord chancelier ayant fait admettre par la majorité de ses collègues qu'il serait extraordinaire que la législation accordât aux Trade-Unions les privilèges syndicalistes sans prévoir aucune protection aux syndiqués contre ceux qui sont chargés de la gestion des fonds.

On ne peut que se réjouir de ces attaques répétées de la Chambre des Lords contre les grandes organisations du prolétariat britannique, car elles ne peuvent qu'accentuer la force du mouvement qui les entraîne vers les idées et l'action du Socialisme international.

Emile RAYMOND.

Choses du Jour

UNE LEÇON

Contrairement à ce que l'on constate souvent, à l'occasion d'évènements lointains, on peut dire, — maintenant que les informations se tassent, se complètent et se corrigent, — que l'étendue du désastre russe, loin d'avoir été exagérée par les premières dépêches, apparaît comme plus grande encore qu'on ne l'avait d'abord supposé.

Des nouvelles de sources autorisées annoncent aujourd'hui la mort de Rodjestvensky, et il semble établi que les débris de la flotte du tsar qui ont réussi à échapper au naufrage où à la capture, ont dû se réfugier ailleurs qu'à Vladivostok et sont, par conséquent hors de combat désormais.

Le peuple russe ignore tout de ce nouveau désastre. Dans les rues de Pétersbourg les camelots vendent encore à tout venant les portraits des amiraux et les reproductions des navires de l'escadre ; — et le silence commandé des journaux, et l'absence de toute confirmation officielle de la bataille de Tsu-Schima, ne sont pas les moindres preuves de l'effrayante gravité de son dénouement.

Que va faire maintenant la Russie ?

Avant la rencontre navale, on prêtait à l'empereur, et surtout à son entourage, des déclarations de lutte à outrance. Ni les rapports alarmants, ni la dépêche inquiète envoyée d'Indo-Chine par Rodjestvensky, et dans laquelle l'amiralissime ne dissimulait pas les craintes que lui causait l'insuffisance notoire de ses officiers, ne semblèrent altérer à la cour de Russie une confiance invraisemblable que chaque défaite consolidait davantage.

Mais, maintenant que loin d'adopter la tactique prudente que lui commandait la conscience de son infériorité, Rodjestvensky a perdu irrémédiablement, dans un coup de témérité folle, l'escadre sur laquelle son pays fondait une dernière espérance, c'est la capitulation qui paraît s'imposer.

Continuer la guerre, envoyer à la mort les derniers effectifs que la Russie possède encore en Extrême-Orient, ce serait là un crime inutile ; — car la résistance suprême ne se justifie que pour une nation qui se défend désespérément contre l'invasion territoriale.

Voilà donc la paix inévitable, la paix humiliante qui va laisser la Russie épuisée et pour toujours diminuée.

Et le peuple français, républicain et libre, va pouvoir se retourner aujourd'hui vers les diplomates qui ont « fait » cette alliance franco-russe, si contraire à notre tradition démocratique, si exclusive et si dangereuse.

Il aura le droit de protester contre un traité dont il ignore encore les clauses, qui le lie peut-être indissolublement à la destinée d'une monarchie divisée à l'intérieur par la révolution, rabaissée à l'extérieur par une guerre désastreuse.

Et cela nous apprendra, comme dit une pittoresque expression de notre Flandre, à ne pas mettre à l'avenir tous nos œufs dans le même panier.

Maurice MONIER.

Çà et Là

UN PARI

Il est devenu banal de faire le tour du monde en quatre-vingts jours, et cette prouesse passera pour ordinaire tant que Jules Verne sera mort. Aussi les émules de Philéas Fogg désireux de laisser parmi les hommes un souvenir durable agrémentent-ils leur record d'une singularité remarquable : Miss Mary Pollen ne s'est point engagée seulement à terminer avant deux années un périple complet ; elle a parié, en outre, qu'elle reviendrait aux États-Unis liée par le mariage à un homme qu'elle ne connaît pas encore, et cela, sans jamais s'arrêter plus de trois jours en quelque endroit que ce fût.

La difficulté est évidente. Rien n'est plus aisé que de faire le tour du monde en deux ans, puisque il est à la portée, sinon de toutes les bourses, du moins des bourses bien garnies d'accomplir cet exploit en moins de soixante jours. Mais il n'est pas commode de trouver, même en deux ans, un mari « qu'on aime. »

Certes, miss Mary Pollen rencontrera de nombreux prétendants ; les uns séduits par sa fortune, les autres par l'originalité de ses idées ; rien n'empêche même, si l'Américaine est jolie, que des épouseurs ne soient attirés par sa seule beauté. Mais il reste à savoir si tous ces gentlemen plairont à miss Mary Pollen. Celle-ci peut « couvrir » des millions de kilomètres sans rencontrer ce fameux homme à qui elle doit donner son cœur. En pareille occurrence, rien ne sert de courir : le hasard décide en maître.

Il est extrêmement vraisemblable, en revanche, que si miss Mary Pollen gagne son pari, elle n'ait cependant point conquis le bonheur. Ayant accepté un époux quelconque pour éviter la fâcheuse dette de jeu, toujours désagréable à régler, elle se débarrassera de l'importun après avoir palpé le prix de son expédition. Un divorce en bonne et due forme interviendra. Et si cette dernière clause avait été convenue entre les parties, nul doute que miss Mary Pollen n'eût triomphé avec plus d'éclat et plus complètement.

CHRONIQUE

L'Ambitieux

Si l'ambition, justifiée par le travail, est une qualité, celle de Valentin Chalumeau constituait un terrible défaut, car ce jeune homme, à n'en pas douter, était l'employé le plus paresseux de son ministère.

« Un crétin ! qui n'arrivera jamais à rien, disait de lui M. Papin, son chef de bureau.

Dieu sait pourtant si Chalumeau se dépensait pour lui plaire. Il lui souriait, le cajolait, se précipitait au-devant de lui pour l'aider à se débarrasser de son pardessus et de son chapeau, se trouvait dans la journée dix fois sur son passage, ne manquait jamais une occasion de se montrer à lui, dans la conviction qu'il croyait avoir acquise que cela lui vaudrait un rapide avancement.

Disons tout de suite que sur ce point, il ne voyait pas juste, M. Papin étant un monsieur peu commode, exigeant beaucoup de travail de ses agents, et, partant, fort peu disposé à faire avancer un employé ayant la réputation d'un fainéant. Déjà même, il se serait débarrassé de Chalumeau, si, possédant une malsaine curiosité, il n'avait trouvé dans Valentin un individu capable de le renseigner sur tout ce qui se passait à son bureau.

M. Papin, entr'autres ridicules, avait celui de croire que tous ses employés se moquaient de lui parce qu'il avait une verrue sur le nez. Que voulez-vous ? l'homme n'est pas parfait. Souriait-on devant lui sans qu'il en sût la cause, il pinçait les lèvres, comme un homme vexé, en jetant sur son interlocuteur un regard défiant : Si ce dernier faisait partie de son bureau, jamais il n'aurait d'avancement au choix.

Valentin, qui avait saisi le travers de son patron, s'était promis d'en tirer profit ; aussi se tenait-il à l'affût de tout ce qu'on disait autour de lui, afin de le lui rapporter.

— Monsieur, passerai-je bientôt à une classe supérieure ? lui demandait-il aux époques où il le savait occupé à dresser le tableau d'avancement.

— Je ne sais pas, mon bon ami, répondait Papin. M. le Directeur est surtout disposé à donner de l'avancement aux employés mariés, et vous, vous ne l'êtes pas.

Cette réponse lui ayant été faite deux fois, Valentin en conclut qu'il devait se marier. Or, il avait une petite cousine, nommée Julie, qui lui paraissait tout indiquée pour devenir sa femme. Elle était gentille, point sotte, et passablement délurée. A la vérité, elle ne lui apporterait point de dot ; mais comme ses parents vivaient à l'aise, c'était l'avenir assuré.

Quand il s'en ouvrit à elle, elle ne fit pas montre d'un grand enthousiasme ; elle le considéra plus attentivement qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors, se convainquit qu'il n'était qu'un benêt, et demanda du temps pour réfléchir. Peut-être ne lui eût-elle jamais répondu, s'il n'était pas revenu à la charge.

— Ne vous y trompez pas, cousine ; j'ai une bonne place ; la perspective de devenir chef de bureau aux appointements de 9.000 francs et une retraite de 6.000. En attendant, je suis commis-rédacteur de 2e classe ; la première classe m'est promise ; après quoi je concourrai pour passer principal. Qu'en dites-vous ?

— C'est bien, mon cousin ; marions-nous.

Surprise des Gadois, quand ils entendirent la maman Chalumeau leur demander la main de leur fille pour son fils, vers lequel ils ne se sentaient nullement attirés.

— Est-ce qu'il te plaît ? interrogea le père en voyant Julie rester calme, au moment où il lui annonçait cette demande.

— Il ne me plaît, ni ne me déplaît. C'est un bon garçon.

— Doubié d'un imbécile, répliqua Gadois.

— Je le dresserai.

— Je crains bien, répliqua la mère, qui ne voyait pas cette union d'un bon œil, qu'il ne reste réfractaire à tout ce que tu pourras tenter pour le rendre sociable.

— Enfin, que lui reproche-t-on ? Il est bachelier ; il a une bonne place, qui deviendra meilleure avec le temps ; il est rangé ; il a pour lui....

— Disons qu'il a toutes les qualités, interrompit le père et ne parlons plus de lui. Dresse-le. Nous ne le refusons pas notre consentement.

Le mariage eut lieu, à la plus grande satisfaction de Chalumeau, qui se trouvait très flatté d'épouser une femme aussi charmante que Julie, et qui exultait d'entendre répéter sur son passage : « Est-elle assez gentille ! la mariée... »

Le lendemain, Julie lui dit :

— Tu ne sais pas, je t'appellerai André ; Valentin étant un nom qui ne me plaît pas.

— Quelle idée ! Va, çà m'est égal, appelle-moi André.

C'était le prénom d'un voisin de Julie, qui lui avait beaucoup plu, et avec lequel elle se fût volontiers mariée, s'il avait demandé sa main ; mais il avait quitté la maison pour épouser une parente de province. En appelant son mari André, Julie pensait se faire illusion sur la personnalité de Valentin.

Il n'y avait par un mois que la jeune femme était mariée, qu'elle se déclarait à elle-même que son mari était un parfait imbécile.

— Comment, pensait-elle, peut-il être au mieux, ainsi qu'il me le dit, avec son chef de bureau ? C'est donc que ce dernier est aussi bête que lui ?

— Tu devrais, André, chercher une occasion de me présenter à M. Papin. Pourquoi ne l'inviterais-tu pas un dimanche à déjeuner ?

— Si ça te convient, je ne demande pas mieux. C'est cela qui me ferait du bien pour mon avancement ! Oui, mais il ne faut pas que nous oublions que M. Papin est marié, et qu'il a deux enfants, qu'entre parenthèses on dit insupportables.

— Oh ! alors, qu'il ne soit plus question de l'inviter. Et ton chef de division ?

— Ah ! lui, c'est différent ; il est garçon. Seulement, dam ! j'irai certainement au-devant d'un refus.

— On peut faire autre chose. Il y a bal à la Préfecture dans quinze jours ; tu me dis qu'il ne manque jamais d'y venir ; tu le chercheras des yeux, et quand nous le croiserons, tu le salueras, et tu me présenteras.

— Parfaitement, ma chérie. Tu as là une idée superbe.

Le bal a lieu. Julie a mis ses plus beaux atours. André, puisqu'il n'est plus question de Valentin pour Julie, lui désigne de loin le chef de division, M. Marbeuf. Très élégant, ma foi, ce monsieur. Mme Chalumeau lui trouve fort bon air. On le croise ; Chalumeau le salue, et comme M. Marbeuf ne reconnaît pas immédiatement le commis-rédacteur, il s'arrête un instant. André en profite pour lui dire qui il est, et lui présenter sa femme.

Quelques jours se passent ; le chef de division fait appeler Chalumeau à son cabinet, cause un moment avec lui, le félicite au sujet de sa femme, et l'invite à déjeuner avec elle au Bœuf à la mode, pour le dimanche suivant.

— Les rôles sont intervertis ! s'écrie joyeusement notre homme en rentrant chez lui : c'est M. Marbeuf qui nous invite !

Et il raconte à Julie la conversation qu'il a eue dans la matinée avec son chef de division.

Six semaines après, et malgré la note déplorable de Papin « employé paresseux et détestable », Chalumeau passe à la première classe de son grade. Au bout de deux ans, il est principal.

Au ministère, ses collègues s'étonnent de son avancement rapide, en recherchent la cause et finissent par la découvrir.

— Je viens d'en apprendre une bonne, lui dit un de ses collègues, qui sait que Chalumeau se fait un devoir de raconter à M. Papin, tout ce qu'il entend dire sur lui et sur les siens.

— Ah ! qu'est-ce que c'est ?

— Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi M. Marbeuf ne se marie pas ?

— Probablement parce qu'il a un fil à la patte.

— Justement. Mais voilà où ça devient tout à fait drôle. Devinez qui est sa maîtresse ?

— Ah ! par exemple, je ne sais pas.

— Madame Papin.

Le loustic profite, pour lui annoncer cette nouvelle, de ce qu'il sait que la femme du chef de division est en villégiature pour quinze jours chez des parents, à cent lieues de Paris.

— Madame Papin ! s'exclame Chalumeau. Une femme qui n'a pas moins de 48 ans !

— Je vous livre, sous le sceau du secret, le lieu de leurs rendez-vous hebdomadaires : Tous les lundis, à deux heures et demie, Hôtel du Louvre, chambre N° 5.

— Vous en êtes certain ?

— Assurez-vous-en vous-même.

André, qui a fini par apprendre que M. Papin n'a jamais cessé de lui être hostile, malgré ses courbettes et ses platitudes, n'est pas fâché de lui jouer un tour. Le lundi suivant, il lui écrit, en déguisant son écriture : « Monsieur, si vous désirez savoir qui vous fait cornard, allez à l'Hôtel du Louvre, aujourd'hui, chambre N° 5, à deux heures et demie.

Lui-même ne résistant pas au plaisir de se payer la tête de son chef, se promène, à l'heure dite, de long en large sous les arcades, en dissimulant son visage pour ne pas être reconnu. Il voit d'abord Papin y entrer, puis en sortir quelques instants après, précédant de quelques pas M. Marbeuf, qui donne le bras... à qui ? A madame Chalumeau !

Tableau !

Le commis-principal rentre chez lui, tout penaud, y trouve sa femme et lui dit :

— Tu as eu tort de ne pas avoir confiance en moi. Du moment qu'il s'agit de mon avancement, je ne me serais pas opposé à ce que tu visses M. Marbeuf à l'Hôtel du Louvre, tous les lundis, chambre N° 5, à deux heures et demie.

Second tableau !

G. POTRON.

ÉCHOS ET NOUVELLES

UN MOT DU COLONEL PICQUART

Cete fois, ça y est... La révision du procès Dreyfus va entrer prochainement dans sa période active... à moins qu'un incident imprévu ne fasse renvoyer l'affaire après vacation, c'est-à-dire au mois d'octobre...

Mais c'est bien improbable !

Les esprits sont tellement calmes... et tout se passera dans la paix la plus profonde.

A ce sujet, on nous raconte l'anecdote suivante :

Quelque temps avant son départ du ministère, le général André manda le colonel Picquart.

— Colonel, fit-il, je suis menacé et j esais très bien que je n'ai plus que quelques jours à rester au pouvoir. Avant de m'en aller, je tiens essentiellement à vous réintégrer dans l'armée française.

— Monsieur le ministre, fit le colonel, je suis profondément touché de votre haute bienveillance, mais je suis obligé de vous prier d'attendre encore.

— Et pourquoi

— Parce que je juge plus convenable d'attendre que la Cour de cassation se soit prononcée.

— ?!!!!

— Si le capitaine Dreyfus est reconnu innocent, j'accepterai de grand cœur la compensation que l'on voudra bien m'accorder. Si, au contraire, je ne suis trompé, eh bien ! je resterai dans l'ombre...

Et... le regard triste, le dos légèrement voûté, le colonel Picquart prit congé du ministre, plutôt abasourdi.

—o—

PREDICTION DU TEMPS

L'Amérique a ouvert un concours pour la prédiction du temps.

La Belgique, à son tour, ouvre un concours semblable. Les concurrents devront faire des prévisions à courte distance, c'est-à-dire annoncer le temps du lendemain. Le prix sera pour celui qui aura fourni le plus grand nombre de prédictions exactes.

Ombre de Mathieu de la Drôme, sois favorable aux concurrents !

NOS DÉPÊCHES

par Services Télégraphiques et Téléphoniques spéciaux

La Guerre Russo-Japonaise

Nouveaux renseignements sur le désastre russe de Tsou-Shima. — Une dépêche officielle japonaise annonce la mort de Rodjestvensky. — Huit mille russes tués ou prisonniers.

La Russie vient de subir un nouveau et irréparable désastre. La flotte Rodjestvensky, sur laquelle les Russes fondaient tant d'espoir, est anéantie.

Les japonais ont ainsi fourni une nouvelle preuve éclatante de leur supériorité sur les Russes. Nous n'avons jamais douté de leur victoire, mais les russophiles affichaient dans les derniers temps une telle confiance dans le succès de l'amiral Rodjestvensky, surtout depuis la jonction de l'escadre Nebogatof avec la première flotte de la Baltique que beaucoup en étaient arrivés à croire à la vraisemblance et même à la probabilité d'une victoire russe.

Dans la presse nationaliste on raillait l'amiral Togo qui n'avait pu, disait-on, empêcher Rodjestvensky de s'avancer jusque dans le détroit de Corée.

Togo avait son plan, qui consistait à laisser la flotte russe approcher des côtes japonaises. Il en résultait un double avantage pour les Japonais : ils combattaient dans leurs eaux, choisissaient le moment de l'attaque, le moment le plus propice et, en outre, ils empêchaient les navires russes de se réfugier dans les ports de l'Indo-Chine française, qui leur avait déjà fourni une aide si précieuse. Lors du départ de Rodjestvensky de Madagascar, nous avions fait prévoir que telle serait la tactique des Japonais et c'est ainsi que nous avions expliqué également l'inaction de la flotte japonaise lorsque la flotte russe séjournait sur les côtes de l'Indo-Chine. On voit que l'événement a confirmé nos prévisions.

La nouvelle provoque une profonde consternation dans les milieux officiels russes. Il ne leur est plus possible aujourd'hui de compter sur un revirement de la fortune. Leur défaite est complète et définitive, sur mer et sur terre.

Ce nouveau désastre dépasse même les précédents. La Russie n'a plus de flotte, puisqu'elle avait envoyé tous ses navires valides de la Baltique. Elle n'a plus d'espoir. Elle doit compter en outre sur une recrudescence du mouvement révolutionnaire à l'intérieur, car la déception, d'autant plus grande que le gouvernement avait affecté une confiance absolue dans la victoire de Rodjestvensky, va surexciter les colères et les fureurs populaires.

La situation du gouvernement russe est donc terrible. Sera-t-il à la hauteur des circonstances ? S'il s'inspirait des besoins véritables du peuple russe et de son propre intérêt bien entendu, il ferait une double chose : Il ferait la paix avec le Japon et en même temps avec le peuple russe, en accordant au premier les satisfactions auxquelles lui donnent droit ses victoires et au second les réformes qu'il réclame si justement.

C'est, nous en sommes convaincu, le vœu non seulement de la masse du peuple russe, mais encore de l'Europe entière ; celle-ci désire voir finir une guerre qui est une offense à l'humanité et un danger pour la paix du monde.

L'IMPRESSION EN FRANCE

et à l'Etranger

Nous croyons intéressant de donner ci-dessous de rapides extraits des réflexions que suggère aux journaux français et de l'étranger, le désastre russe de Tsu-Schima.

De Rouanet, dans l'*Humanité* :

« La paix ! C'est le vœu universel de tout ce qui pense, de tout ce qui sent battre un cœur d'homme sous sa poitrine. C'est le vœu de millions de Russes qui vivent dans l'épouvante des hécatombes prochaines. C'est aussi le vœu de ces millions de Français qui, déçus, désabusés dans l'admiration craintive qu'avaient fait naître en eux pour leur grand frère russe les racontars des journaux russophiles, ont prodigué leurs économies à la Russie et voient aujourd'hui, avec quelque ennui, la Russie persister dans une entreprise désespérée où finiraient par sombrer pour quelque temps sa fortune économique avec sa fortune militaire. »

Du *Gil Blas* :

« Enfin tout est dit et selon l'expression brutale des marins, il n'y a plus à s'inquiéter de l'escadre de la Baltique et de ce qui pourrait bien lui arriver de fâcheux : elle est *par le fond*, tranquille à jamais, dans le néant, dans le trou, avec le prestige et la renommée militaire de toutes les Russies. »

De M. Rochefort, dans l'*Intransigeant* :

« Cette issue d'une lutte sur mer, où tous les atouts semblaient être dans les mains de la Russie, nation de navigateurs dont les pavillons sillonnent tous les océans, n'est pas seulement incroyable, elle est déshonorante pour toute l'Europe. Cet inconscient Ferry nous la baillait belle avec ses races inférieures ! C'est surtout chez la race européenne que se manifeste cette infériorité.

Nous ne connaissons pas encore les détails de la bataille. C'est assez pour nous de savoir que dix navires ont été coulés et quatre capturés. Le reste, si j'ose m'exprimer ainsi, n'est que de la moutarde après dîner, et après quel dîner, hélas ! »

De Gérault-Richard, dans la *Petite République* :

« La grande bataille sur laquelle les courtisans du tsar feignaient de compter pour le relèvement des armes russes a été une nouvelle défaite. La suprême tentative de la Russie a échoué. Cet effort, auquel le tsar et sa cour se croyaient astreints et auquel ils se résignèrent d'autant plus volontiers qu'ils n'y risquaient personnellement ni un sou, ni un jour, a échoué. S'il n'est pas sauf, peut-être l'honneur se déclarera-t-il satisfait tout de même. Il déclare toujours ce qu'on veut, en pareille circonstance.

Alors c'en sera fini, espérons-le, de ces horribles boucheries. L'Angleterre interviendra auprès du Japon, pendant que la diplomatie française fera comprendre aux Russes que leur folie a assez duré et qu'il est temps pour eux, pour leur pays, pour le Monde, qu'ils reviennent à la raison. »

De l'*Eclair* :

« La mer, dont la maîtrise donne l'empire, échappe définitivement aux Russes.

Une fois de plus la défaite de leurs vaillantes escadres prouve la difficulté de réparer une faute en pleine lutte, après un mauvais départ. Les torpillages de Port-Arthur n'avaient mis hors de combat que trois navires : mais cet accident, léger en apparence, suffit pour déterminer une infériorité qu'aucun effort n'a corrigée. L'équilibre des forces rompu ne se s'est jamais rétabli : aux pertes matérielles s'ajouta l'incertitude morale qui, énervant les chefs, décourageant les équipages, a perpétuellement aggravé les moindres erreurs par des malechances. »

Du *Siècle* :

« Les Russes pouvaient, ils auraient même dû conclure la upaix après la défaite de Moukden. Mais on ne saurait blâmer un peuple vaincu qui veut tenter encore la partie lorsque cette partie lui offre des chances sérieuses. Et l'on était bien obligé de croire que le plan de Rodjestvensky devait réussir, puisque aucun plan de ce genre n'avait encore été tenté et puisque jamais les marines modernes n'avaient été conviées à un pareil effort.

Maintenant que les Russes sont battus sur mer, après avoir été vaincus sur terre, un devoir s'impose à leur gouvernement : conclure la paix et refaire sa puissance militaire. »

LA PRESSE ALLEMANDE

On mande de Berlin que la nouvelle du désastre russe, annoncée au public par des éditions spéciales des journaux, a causé une profonde impression. On peut dire qu'elle est presque arrivée comme une surprise, parce que la croisière de l'escadre russe paraissait se prolonger indéfiniment. Le jugement des journaux cependant est un peu en contradiction avec l'opinion publique et généralement très réservé ; on fait observer que les informations arrivées jusqu'à maintenant ne sont pas suffisantes pour donner un jugement définitif sur la portée de l'événement.

Le *Lokal Anzeiger* dit :

« Avec ce qui reste à Rodjestvensky de sa flotte, on peut dire qu'il n'y a plus aucun danger pour les Japonais. En tout cas, cette bataille navale est la plus grande après celle de Trafalgar, en laissant de côté celles de Lissa et de Santiago, qui peuvent lui être comparées tant pour le nombre que pour la puissance des navires. »

Du *Berliner Tageblatt* :

« La catastrophe suffit pour détruire tout espoir des Russes sur la flotte de la Baltique. Rodjestvensky espérait détruire l'escadre japonaise du premier coup ; mais, maintenant, on peut-être sûr qu'il ne lui sera plus possible de devenir le maître de l'océan Pacifique. Si la fortune lui était favorable, il pourrait atteindre Vladivostok où le sort de Port-Arthur lui est réservé. Il faut attendre d'autres détails pour savoir la juste valeur stratégique et militaire de la victoire, qui, du reste, on peut déjà l'affirmer, est un succès militaire extraordinaire pour les Japonais, étant donné leur nombre inférieur de navires et leur long usage. »

De la *Gazette de Voss* :

« Rodjestvensky a cherché à forcer le dangereux détroit de Corée avec le gros de sa flotte et ses meilleurs navires. La fortune lui a été contraire, et il a dû y laisser une partie de son poil. Les conséquences de cet important événement ne sont pas encore faciles à prévoir. »

La *Post* dit :

« La rencontre si attendue a eu lieu ; elle s'est terminée par une défaite des Russes. Les Japonais ont su obliger les Russes à accepter la bataille dans une position très défavorable pour ceux-ci. Mais les Russes ne doivent pas avoir perdu tout espoir, car le gros de la flotte s'est sauvé. Maintenant, il s'agit de savoir où le reste de la flotte a fui. Si elle a été obligée d'aller au sud, les Japonais pourront facilement lui donner le coup de grâce ; si, au contraire, elle a pu se diri-